

Consultation publique de la Commission de régulation de l'énergie relative aux conditions d'accès aux réseaux de transport de gaz des consommateurs gazo-intensifs

-- Réponse de l'UNIDEN --

En introduction, l'UNIDEN tient tout particulièrement à saluer la flexibilité et la réactivité de la CRE à travers cette nouvelle Consultation (suite à celle de Juin), dans l'optique de prendre en compte la récente évolution législative (statut gazo-intensif) et ceci malgré le planning imposé qui est relativement serré.

Question 1 : Etes-vous favorable à l'option de rattachement contractuel au PEG Nord de sites gazo-intensifs situés dans le sud de la France ?

Le rattachement direct au PEG Nord des sites « Gazo-Intensifs » situés dans le Sud de la France, soutenu dès le départ par l'UNIDEN, comporterait des avantages :

- Il permettrait d'abord de satisfaire clairement à la volonté récente du Législateur (amendement de début Juillet) de protéger l'industrie française et les emplois associés des conséquences d'une situation manifestement anormale et discriminatoire, où les sites industriels concernés sont victimes de graves dysfonctionnements du marché en zones Sud (induits par l'accident de Fukushima d'où désormais l'insuffisance chronique de GNL dans le Sud). Le rattachement au PEG Nord des industriels « Gazo-Intensifs » des zones Sud ferait probablement apparaître la réalité du marché des zones Sud, constitué très majoritairement pour les livraisons alors restantes de prestations aux tarifs réglementés, et pour le reste constitué essentiellement de jeux spéculatifs entre quelques acteurs majeurs au détriment des clients ne disposant pas d'informations privilégiées. La réduction du marché Sud essentiellement aux acteurs disposant de ces informations privilégiées nous apparaît donc susceptible de pouvoir provoquer un assainissement des conditions de fonctionnement de ce marché.
- Cette solution aurait enfin l'avantage d'une certaine simplicité opérationnelle en regroupant essentiellement dans les mains de GRT Gaz l'optimisation quotidienne des capacités Nord-Sud.

Question 2 : Avez-vous des remarques sur les modalités de mise en oeuvre envisagées pour cette première option ?

Pour que cette solution de rattachement au PEG Nord --apparemment séduisante-- fonctionne correctement, il serait hautement souhaitable que soient satisfaites les conditions qui suivent.

- D'une part il eût été souhaitable que les volumes de capacités Nord-Sud affectés au schéma soient si possible supérieurs aux valeurs proposées par la CRE, afin de viser que puissent en bénéficier l'ensemble des sites vraiment « gazo-intensifs » (rappel : soumis durablement, sinon, à un différentiel défavorable de compétitivité non seulement avec leurs concurrents du Nord de la France, mais avec tous ceux d'Europe et au-delà).

- D'autre part, en tout état de cause, des solutions alternatives (ou d'atténuation) devraient être proposées aux consommateurs ne pouvant pas être rattachés au PEG Nord et/ou ne bénéficiant plus des Tarifs réglementés .

Question 3 : Etes-vous favorable à l'option d'allocation prioritaire de capacités à la liaison Nord-Sud des sites gazo-intensifs situés dans le sud de la France ?

Cette seconde option, bien que moins radicale que la première, peut néanmoins permettre de répondre à la volonté récente du Législateur telle que récemment formulée, dans la mesure où les conditions d'applications s'avèrent appropriées. Cette seconde option a par ailleurs l'avantage d'être applicable à très court terme.

Question 4 : Avez-vous des remarques sur les modalités de mise en oeuvre envisagées pour cette seconde option ?

Les commentaires qui suivent concernent déjà essentiellement le produit de recalage (= l'urgence relative).

- L'affectation de 40 GWh/J de capacités « affermies » à la phase 1 en substitution des 23GWh/J prévus jusqu'à présent, constitue une amélioration significative (quoiqu'encore limitée face aux volumes industriels impactés du Sud de la France). L'UNIDEN pense cependant que le schéma global peut être encore amélioré.
- Pour ce qui relève des volumes affectés à la phase 1 : la CRE précise que l'affermissement de 40 GWh/j de capacités actuellement interruptibles aura pour conséquence de réduire à l'avenir le taux de disponibilité moyen des capacités interruptibles de 66% à 42%, ce qui réduira d'autant la capacité totale effective mise à disposition via la phase 1. Pour éviter que l'avantage voulu en phase 1 par le passage de 23 à 40GWh/j en priorité pour les « gazo-intensifs » ne soit partiellement anéanti, l'UNIDEN suggère donc que le niveau de capacités interruptibles qui sera affecté à cette même phase 1 soit un peu revu à la hausse en conséquence pour compenser le moindre taux de disponibilité annoncé, donc à hauteur de $23\text{GWh/j} \times (66\%/42\%) = 36 \text{ GWh/J}$. Ainsi Le volume de la phase 1 serait porté à 40GWh/j pour les capacités fermes **et 36 GWh/j pour les interruptibles**. Le volume de la phase 2 serait augmenté de 23GWh/j pour les capacités fermes et diminué de **53GWh/J** pour les capacités interruptibles.
- Pour ce qui relève de la méthode proposée pour la phase 1, l'UNIDEN soucieuse de l'égalité de traitement entre industriels gazo-intensifs, et cherchant à minimiser les effets d'aubaine, propose de baser la répartition des capacités Nord vers Sud sur la consommation journalière moyenne mesurée annuellement. Il en ressortirait que, pour les sites ayant obtenu le statut de gazo-intensif et bénéficiant de la priorité de rang 1, le prorata sera calculé à partir de la moyenne journalière des livraisons physiques annuelles réelles; les années de référence seraient les 3 dernières années calendaires, et la valeur adoptée comme base pour le prorata serait elle-même la moyenne des 2 moyennes annuelles les plus élevées.
- En ce qui concerne la définition de l'assiette de droits à souscrire (« engagement de livraison physique ») pour les expéditeurs non industriels, nous ré-itérons notre demande de correction (formulée dans notre réponse à la question 2 de la consultation de Juin dernier) afin de ne pas discriminer négativement les consommateurs industriels. Ces droits à souscrire au prorata doivent être réduits aux besoins nets de capacités, à savoir :
 - déduire les capacités de transit Nord vers Sud déjà en portefeuille pour la période concernée
 - ne plus prendre en compte comme « engagement de livraison physique » les capacités d'injection en stockages (compte-tenu entre autres que les injections en stockage bénéficient d'une souplesse de programmation que n'ont pas les procédés industriels)
 - et enfin prendre en compte les capacités de sourcing de GNL à disposition de certains acteurs (puisqu'elles sont incontournables dans le sourcing physique du Sud de la France, la prise en compte de leur réalité ne doit pas être occultée à l'occasion des allocations de capacités par pipes).

Question 5 : Avez-vous d'autres suggestions ou remarques ?

Pour ce qui relève de la commercialisation des capacités à partir du 1^{er} Octobre 2014, l'**UNIDEN** salue la **volonté d'anticipation de la CRE (pour prise en compte du code de réseaux CAM), mais rappelle qu'elle restera hostile à l'utilisation d'enchères au niveau de la liaison Nord vers Sud (comme envisagé par anticipation) tant que le marché Nord-Sud continuera de montrer les dysfonctionnements actuels**. Comme reprecisé plus haut et indiqué déjà à de multiples reprises, le marché Nord-Sud est marqué par des positions dominantes et certaines informations privilégiées, ainsi des enchères dans de telles conditions ne peuvent que conduire à des conséquences potentiellement désastreuses pour l'industrie française et les emplois qui en découlent, d'autant plus que ces enchères figeraient les choses pour de longues durées. Dans le contexte actuel, **l'UNIDEN demande donc que la Délibération de la CRE d'Octobre prochain se limite à prendre les décisions nécessaires pour l'allocation relative au produit de recalage (Q2+Q3 2014)**, se laissant le temps d'examiner sur le plan juridique les marges de manœuvre possibles pour le produit utilisable au-delà du 1^{er} Octobre 2014 (pro rata à maintenir tant que possible) .

Toujours pour les phases 2, l'**UNIDEN** demande une révision (comme déjà précisé ci-dessus) de la **définition de l' « engagement de livraison physique »**, aux fins de non-discrimination des consommateurs industriels.

A signaler enfin la difficulté certaine pour les « petits » acteurs industriels d'accéder à la plateforme PRISMA pour souscrire à des capacités Nord-Sud jusqu'à 2018. Il apparaît souhaitable qu'une solution provisoire simplifiée puisse être mise en place d'ici-là.
